

LES RENCONTRES AFRICAINES POUR LES RESSOURCES éducatives



DAKAR - 14 AU 16 JUIN 2022



CONTENU

Éditos	4
Le projet Ressources éducatives	10
Coup d'œil sur Dakar	11
Les ressources éducatives : pierre angulaire pour l'amélioration des résultats d'apprentissage des élèves	12
Activités de l'UNESCO 2020-2022	14
Activités de l'Institut français 2020-2022	16
Les Rencontres africaines, un Momentum pour renforcer la collaboration et la mutualisation en matière de ressources éducatives	18
Les thématiques des rencontres	19
Agenda	28
Partenaires	33
Ce que disent les acteur·rice·s du projet	34
Contribuez au projet via le réseau Ressources éducatives	36
Campagne de communication sur les bienfaits de la lecture	37

ÉDITOS

Innover par les ressources éducatives pour améliorer la qualité des apprentissages

Parce que l'avancée du progrès et de l'inclusion se jouent notamment à l'école, l'UNESCO agit auprès des acteur-riche-s de l'éducation pour participer à construire des systèmes éducatifs plus équitables. L'Agenda 2030 des Nations Unies offre à la communauté internationale une feuille de route pour travailler de concert au développement durable et inclusif de l'ensemble des pays du monde.

C'est dans cette optique que s'inscrit le projet Ressources éducatives mis en œuvre par l'UNESCO et l'Institut français sur un financement et une initiative de l'Agence française de développement (AFD). Il vient en appui aux pays pour l'amélioration de l'accès équitable des élèves scolarisés au primaire et au secondaire à un ensemble de ressources éducatives matérielles et numériques de qualité et diversifiées. Par là même, il contribue à l'Objectif de développement durable n°4 qui a pour but d'assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

La pandémie de la Covid-19 a bouleversé socialement et économiquement les pays, et ébranlé les systèmes éducatifs les plus fragiles, en particulier ceux d'Afrique subsaharienne. Les élèves comme les enseignant-e-s ont dû faire preuve d'une grande adaptation pour tenter de maintenir la continuité pédagogique. Aujourd'hui plus que jamais, des solutions alternatives doivent être développées pour répondre aux aléas présents, mais aussi faire face avec sérénité aux chocs futurs. Pour cela, il est nécessaire de promouvoir les solutions innovantes pour répondre aux différents besoins des 16 pays cibles du projet.

En s'appuyant sur les résultats des investigations et consultations effectuées par l'UNESCO et l'Institut français dans la mise en œuvre de la phase 1 du projet Ressources éducatives (2020-22), *les Rencontres africaines pour les ressources éducatives* explorent les possibilités d'accès à des ressources éducatives variées et de qualité en engageant un dialogue politique avec les 16 pays bénéficiaires.

Moment de collaboration et de mutualisation, cet événement constitue, je l'espère, une étape importante dans la réalisation de cet objectif, et, plus généralement, un premier pas dans la direction d'une coopération régionale future renforcée entre les pays francophones d'Afrique subsaharienne.

Développer des capacités cognitives, acquérir des connaissances durablement, forger l'esprit critique et stimuler la créativité sont autant de missions auxquelles participent les ressources éducatives, un des principaux facilitateurs pour une éducation de qualité.

Monsieur Dimitri Sanga,

Directeur du Bureau multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel) à Dakar

Ensemble, faisons du livre de jeunesse le compagnon des apprentissages

L'Institut français ancre historiquement son action dans la réalité des contextes locaux, en soutien au réseau culturel français à l'étranger et au plus près des acteurs de la coopération et du développement.

Le projet Ressources éducatives, initié et financé par l'Agence française de développement (AFD) et porté en partenariat avec l'UNESCO, répond précisément à cet enjeu de mutualisation des compétences au service des sociétés civiles locales, en particulier des plus jeunes.

À travers la composante « Lire pour apprendre », l'Institut français concentre son action sur la problématique de l'accès au livre de jeunesse. Au-delà des indispensables manuels scolaires, il est en effet essentiel que les albums, les bandes dessinées, les romans puissent être utilisés comme des ressources éducatives à part entière, favorisant l'épanouissement et l'apprentissage scolaire des enfants et des adolescents. Promouvoir une littérature de jeunesse diversifiée et adaptée aux contextes locaux et aux langues locales, cela revient à s'engager résolument pour une éducation de qualité, mais aussi pour le développement d'une filière économique importante. En Afrique subsaharienne, les dynamiques susceptibles d'appuyer la présence du livre de jeunesse sont déjà à l'œuvre : accélération des réformes curriculaires, renforcement des formations des enseignants, développement progressif des ressources numériques, structuration des chaînes du livre...

Les actions menées depuis près de deux ans dans le cadre de Ressources éducatives ont permis de consolider cette tendance, en particulier dans les pays « pilotes » pour la composante « Lire pour apprendre » : le Bénin, la Guinée et Madagascar. Des dialogues nourris entre professionnels du livre, de la culture, de l'éducation ont débouché sur des actions concrètes, dans le champ de la formation notamment. Je remercie tous les acteurs pour leur franche implication et leur souhait manifeste de poursuivre le travail engagé.

Les Rencontres africaines pour les ressources éducatives constituent une étape importante pour le développement du projet, avant un élargissement du programme à de nouveaux pays à partir de cet automne. Je formule le vœu que ces trois journées d'échanges puissent permettre de renforcer les liens entre les participants et de faire émerger de nouvelles initiatives en faveur du livre et de la lecture et de la jeune génération.

Madame Eva Nguyen Binh,
Présidente de l'Institut français

Transformer l'éducation par les ressources éducatives et les livres de lecture

Transformer l'éducation est l'un des grands défis du 21^e siècle pour garantir à tous les enfants et tous les jeunes, une éducation qui leur permettra de construire, d'avancer, de choisir. Celle qui leur donnera l'occasion de s'émanciper, de développer leurs compétences et de participer à la réalisation d'un monde en commun. Il est vital, pour nos sociétés, et pour notre planète aussi, que les jeunes filles et les jeunes garçons, où qu'ils se trouvent et quelles que soient leurs origines et leurs conditions de vie, puissent vivre et se projeter dans un monde plus équitable, tourné vers l'innovation, le respect de l'environnement et des droits humains.

Or,
pour donner envie d'apprendre ;
pour accéder aux savoirs ;
pour s'appropriier le langage ;
pour naviguer entre les langues ;
pour appréhender le monde ;
pour promouvoir l'égalité de genre et la paix ;
pour protéger l'environnement ;
il existe un investissement incontournable à concrétiser visant la production et la mise à disposition de ressources éducatives de qualité, à usage individuel ou collectif, sur support papier ou numérique, des ressources à lire, à voir, à écouter, à manipuler qui stimulent, soutiennent et éclairent les apprentissages.

La crise sanitaire de la Covid-19 nous l'a rappelé : sans ressources éducatives ou livres de lecture disponibles, pas de continuité éducative possible quand les écoles ferment ! Dès lors, placer les ressources éducatives au cœur des efforts de relèvement des systèmes éducatifs pour avancer plus rapidement sur la voie d'une éducation de qualité pour toutes et tous est une priorité et une opportunité à saisir pour innover.

L'Agence française de développement (AFD) est prête à prendre ses responsabilités pour répondre aux besoins dans le domaine des ressources éducatives, des plateformes numériques éducatives et des livres de lecture et ils sont encore immenses. Le programme

régional sur lequel reposent les *Rencontres africaines pour les ressources éducatives* est la preuve de cet engagement. En partenariat avec l'UNESCO et l'Institut français, l'AFD souhaite approfondir le dialogue de politique publique engagé avec les 16 pays francophones d'Afrique subsaharienne bénéficiaires de ce programme pour déterminer les investissements les plus prometteurs afin de garantir un accès équitable à des ressources éducatives et livres de lecture de qualité.

Faisons donc ensemble des ressources éducatives une solution pour que les systèmes éducatifs transmettent les connaissances, compétences et valeurs dont nous avons besoin pour offrir un avenir meilleur, plus vert et plus sûr à toutes et tous.

Madame Virginie Délisée-Pizzo,
Responsable de la Division éducation, formation,
emploi, Agence française de développement



Le Sénégal : fortement impliqué dans le renforcement de son système éducatif

Il apparaît désormais certain que pour faire face aux défis majeurs du monde contemporain, les pays ne peuvent plus travailler seuls. Face à cette réalisation, la communauté internationale s'est réunie autour de l'Agenda 2030, qui fixe 17 Objectifs de développement durable (ODD) comme cible à atteindre. Le développement n'est donc plus l'affaire des pays les plus pauvres, mais bien de l'ensemble de la planète, et les améliorations possibles ne se feront qu'au moyen de la coopération internationale.

Parmi les 17 objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 pour le développement durable adopté par les États membres des Nations Unies en 2015, l'ODD 4 vise à garantir l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Les pays africains s'inscrivent dans les agendas régionaux et internationaux de développement et mettent en œuvre des initiatives de renforcement des espaces de coopération et collaboration dans divers domaines dont l'éducation. Ils exploitent les enseignements des différents projets et initiatives réalisés et collaborent dans la mise en œuvre de nouveaux programmes.

Aux difficultés déjà rencontrées, comme la montée de l'extrémisme violent qui continue d'entraîner des fermetures d'écoles et la rupture de scolarité d'un grand nombre d'élèves,

notamment dans les pays du Sahel, s'est ajoutée la crise sanitaire et sociale provoquée par la pandémie de la Covid-19 qui a contraint les États à trouver des solutions pour assurer au mieux la continuité pédagogique. Des réponses ont été apportées pour surmonter à cette situation, mais également pour accompagner le réaménagement de l'espace et du temps en matière d'éducation et de formation induit par la progression croissante du numérique dans le monde entier.



Devant ce constat, le Sénégal, très impliqué dans le renforcement de son système éducatif, a participé activement et avec enthousiasme aux activités du projet Ressources éducatives, financé par l'Agence française de développement (AFD) et mis en œuvre par l'UNESCO et l'Institut français. Les ressources éducatives, reconnues comme un des principaux vecteurs de l'amélioration des résultats d'apprentissage des élèves, sont au centre du travail réalisé. Il s'agit autant de développer des supports matériels, tels que les manuels, cahiers d'exercices, guides, etc., que de porter une attention accrue aux ressources numériques et au recours aux technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE).

C'est dans cette dynamique que le ministère de l'Éducation nationale du Sénégal a lancé le Projet du ministère de l'Éducation pour le développement du Téléenseignement (PROMET), une réponse à la discontinuité des enseignements/apprentissages causée par l'arrêt des cours et un apport au niveau des ménages des contenus pédagogiques conçus et validés. C'est une plateforme de mise en cohérence (promet.education.sn) des différentes initiatives et projets en matière de TICE dans le cadre de la transformation digitale de l'éducation. Cet outil permet de soutenir la continuité pédagogique par la production, validation et mise à disposition de ressources pour assurer l'enseignement en ligne ou à distance. Il contribue ainsi à la résilience du système éducatif sénégalais, devant les conséquences de la Covid-19, mais aussi en prévision d'éventuels chocs dans le futur.

Ces réalisations s'inscrivent dans la ligne de la politique du président de la République, Son Excellence Macky Sall, qui s'est personnellement engagé à ouvrir l'accès à l'éducation à tous à l'horizon 2030, avec une attention soutenue portée à la scolarisation des filles. Il a fourni des efforts considérables pour respecter la recommandation de 20 % du budget national dans l'éducation préconisée par l'Agenda Éducation 2030 en surpassant même les espérances avec 25 % du budget national sénégalais dédié au secteur.

Le ministère de l'Éducation nationale du Sénégal joint sa voix à celle de ses partenaires pour exprimer son souhait que ces *Rencontres africaines pour les ressources éducatives* constituent un moment d'échanges fructueux qui contribue à l'avancée du projet, et plus généralement au développement de systèmes éducatifs plus équitables en Afrique subsaharienne.

Monsieur Mamadou Talla,
Ministre de l'Éducation nationale du Sénégal



PRÉSENTATION DU PROJET

L'atteinte de l'Objectif de Développement Durable N°4 « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » nécessite d'importants investissements et la mobilisation de tous les partenaires. L'accès pour tous les jeunes à des contenus pédagogiques adaptés et à la lecture est un facteur déterminant pour la qualité des apprentissages et l'éducation des adultes-citoyens de demain. Ce défi est d'autant plus important pour l'Afrique subsaharienne que près de la moitié de sa population a moins de 20 ans.

Le projet Ressources éducatives, initié et financé par l'Agence française de développement (AFD) et mis en œuvre par l'UNESCO et l'Institut français, vise à renforcer l'accès des élèves du primaire et du secondaire en Afrique subsaharienne francophone à un ensemble de ressources éducatives variées et de qualité (matérielles et numériques) dans 16 pays d'Afrique francophone subsaharienne : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Congo Brazzaville, Djibouti, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo.

Le projet est organisé en trois grandes composantes, les deux premières portées par l'UNESCO et la troisième par l'Institut français :

AGIR POUR L'AVENIR en renforçant les politiques et stratégies nationales de développement et diversification des ressources éducatives

PRODUIRE POUR APPRENDRE en améliorant l'environnement de conception, de production et de diffusion des ressources éducatives

LIRE POUR APPRENDRE en développant la place et le rôle du livre de jeunesse en promouvant un environnement lettré au service des apprentissages.

Initié en 2020 dans sa phase expérimentale, le programme Ressources éducatives sera mis en œuvre jusqu'en 2026.



LES RESSOURCES ÉDUCATIVES : PIERRE ANGULAIRE POUR L'AMÉLIORATION DES RÉSULTATS D'APPRENTISSAGE DES ÉLÈVES

L'accès aux ressources éducatives est un élément clé de l'amélioration des résultats d'apprentissage des élèves, mais elles jouent également un rôle politique et culturel central en tant que vectrices de représentations du monde, de ponts entre les langues et les cultures, d'outil de transmission de valeurs de citoyenneté. Elles sont donc l'enjeu de décisions politiques et stratégiques résultant de délibérations de la part des États sur leur conception, et parfois leur production.

DIMENSION ÉDUCATIVE

Les ressources éducatives, entendues comme supports pédagogiques physiques ou numériques, individuels ou collectifs, utilisés dans un contexte d'apprentissage, permettent de véhiculer et de transmettre des notions, des concepts et des contenus d'enseignement. Elles peuvent être de différentes catégories : manuels scolaires, guides pédagogiques destinés aux formateurs·rice·s, matériel didactique, titre de littérature de jeunesse (album, roman, livre documentaire...), média utilisé à l'appui d'un programme pour compléter le texte de base (cahiers d'exercices, diagrammes, jeux éducatifs, bandes audio et vidéo, affiches, etc.). Elles sont évolutives et coconstruites avec l'enseignant·e, qui, au cours de sa carrière, se constitue souvent une banque de ressources sur lesquelles s'appuyer selon sa méthode d'enseignement et les préférences de ses élèves.

Les ressources éducatives sont aussi le support du programme scolaire et de la langue d'enseignement choisie. En permettant un accès à des connaissances variées, en participant à développer les aptitudes élémentaires des élèves comme la lecture et le calcul, et en favorisant l'acquisition durable des savoirs, elles sont un outil essentiel au renforcement des résultats d'apprentissage et à l'épanouissement intellectuel des élèves. Esprit critique, autonomie, créativité sont autant de capacités au développement desquelles elles contribuent. Aujourd'hui, elles sont unanimement reconnues comme étant l'apport facilitateur le plus important, aux côtés de l'enseignant·e, pour assurer une éducation de qualité pour tous (*Rapport de suivi mondial de l'éducation pour tous*, UNESCO, 2005).

DIMENSION CULTURELLE

Les ressources éducatives, pour être pleinement efficaces, doivent s'inscrire dans le contexte local des apprenant·e·s et développer des axes pertinents qui font écho à leur réalité. Ces références à l'environnement direct facilitent les processus d'acquisition de nouvelles connaissances. C'est aussi pour cette raison que la prise en compte du multilinguisme est centrale dans les pays d'Afrique subsaharienne francophone. Même si le français est d'usage chez la majorité des élèves, il ne s'agit bien souvent pas de leur langue maternelle. Un tel écart peut causer des obstacles importants pour la compréhension et l'acquisition de la lecture et de l'écriture, ainsi qu'un sentiment de dévalorisation des langues autochtones. Les ressources éducatives se situent au centre de ces problématiques.

En présentant des textes et des images de mise en situation, elles véhiculent également des représentations du monde et des autres. Elles sont donc une force pour promouvoir des valeurs et des attitudes d'inclusion, d'équité, de paix, de citoyenneté, et déconstruire les préjugés en matière de genre, d'origine, de milieu social ou encore de handicap.

DIMENSION POLITIQUE

En ce qu'elles sont le reflet et le transmetteur d'un certain nombre de connaissances, valeurs et représentations, les ressources éducatives sont un enjeu central pour les États. Elles sont réglementées par des politiques et stratégies nationales qui encadrent leur production et le partage des responsabilités, de la spécification des contenus jusqu'à la livraison dans les écoles. Pour être efficaces, elles doivent répondre à des impératifs et être en adéquation avec les financements disponibles. Un suivi doit être réalisé dans le temps long pour assurer leur approvisionnement régulier et leur prise en compte des réformes curriculaires. Les études de l'UNESCO sur les stratégies et politiques nationales en matière de ressources éducatives vont dans ce sens pour tenter d'identifier les déficits et les bonnes pratiques en la matière.



ACTIVITÉS DE L'UNESCO 2020-2022

Afin d'identifier les axes d'intervention les plus efficaces pour renforcer l'efficacité des stratégies et politiques de production et de diffusion des ressources éducatives, la phase d'amorçage du projet s'est focalisée sur le développement d'outils méthodologiques et leur mise en œuvre sur un nombre réduit de pays, ainsi que sur des analyses situationnelles et prospectives.

Elle s'est étendue du 1^{er} septembre 2020 au 30 juin 2022 et visait à préparer l'extension du projet, c'est-à-dire son déploiement à l'ensemble des 16 pays cibles d'Afrique subsaharienne francophone, les « pays pauvres prioritaires » (PPP) : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Sénégal, Tchad, Togo et Union des Comores.

Sa mise en œuvre s'est organisée autour de deux composantes :

AGIR POUR L'AVENIR en travaillant au renforcement de l'efficacité des stratégies et politiques de production et de diffusion des ressources éducatives ;

PRODUIRE POUR APPRENDRE en favorisant le renforcement de la production, la diffusion, la mutualisation des ressources éducatives diversifiées et de qualité.

Un bilan a pu être établi à la suite de cette première phase.

Pour la composante AGIR POUR L'AVENIR, un outil méthodologique d'analyse diagnostique des stratégies et politiques en matière de ressources éducatives a été élaboré, mis en œuvre dans trois pays pilotes (Burkina Faso, Sénégal, Togo) et validé. Trois rapports diagnostics et un rapport de synthèse ont ainsi pu être produits, mettant en exergue les forces et faiblesses de ces pays et permettant d'identifier les voies de renforcement de leurs stratégies et politiques en matière de ressources éducatives.

Plusieurs déficits ont pu être identifiés :

- Les procédures de passation de marché, souvent trop lourdes, impactent négativement l'utilisation des financements planifiés. Globalement, les allocations financières pour les ressources éducatives restent inférieures aux 2% du budget de l'éducation recommandés, et sont caractérisées par une grande dépendance aux financements externes.
- Le renouvellement se fait le plus souvent au gré des réformes curriculaires, ne suivant pas nécessairement la périodicité des cycles de révision des contenus de 5 ans.
- Les faiblesses dans la conception et la logistique de distribution, notamment dans les derniers kilomètres ont été pointées. Les pays ayant adopté une conception publique centralisée rencontrent des difficultés pour le maintien d'une expertise interne, en raison des départs à la retraite et de leur difficile remplacement par un personnel qualifié.
- Le stockage des ressources éducatives dans les établissements s'est révélé compliqué, avec des conditions parfois non-adéquates à la conservation des manuels en bon état, ou un manque de place.
- Les enseignant-e-s manquent de formation à l'utilisation innovante des manuels et ressources éducatives plus généralement.

Les outils statistiques de planification et de suivi de la mise en œuvre des politiques et stratégies liées aux ressources éducatives sont très incomplets, qu'ils s'agissent des systèmes d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE) ou d'outils de projection comme les modèles de simulation financière. Pas ou peu de données, souvent désagrégées, sont disponibles sur les ressources éducatives. Les données, même les plus simples, sont difficiles à obtenir et les SIGE permettent rarement l'extraction de ce type d'informations. L'analyse conjointe des résultats des trois pays a permis de poser les bases d'un projet de feuille de route d'amélioration de l'efficacité des stratégies et politiques en matière de ressources éducatives.

Pour la composante PRODUIRE POUR APPRENDRE, une évaluation indépendante de la qualité des manuels au programme dans des disciplines clés au primaire et au premier cycle du secondaire général a été conduite dans 6 pays sélectionnés sur appel d'offres. Cette évaluation a porté sur les dimensions éditoriale, technique, pédagogique, didactique et sur l'ancrage socio-culturel de 138 manuels : 15 au Burundi, 13 au Niger, 14 au Sénégal, 28 au Togo, 12 au Bénin et 56 à Madagascar.

Une étude prospective régionale a été réalisée, à partir du recensement des ressources éducatives existantes dans l'espace africain subsaharien francophone. Elle a permis l'identification de ressources à développer en fonction des priorités pédagogiques.

Un comité scientifique de 6 expert-e-s universitaires et chercheur-euse-s a été constitué pour soutenir la mise en œuvre des activités.

Cette composante a également permis la création, en collaboration avec l'Institut français, du Réseau d'expert-e-s des ressources éducatives, annuaire de spécialistes de l'éducation et du Livre, d'outils, de rapports et d'événements autour des ressources éducatives, constituant un véritable pool d'expertise rapidement mobilisable en appui aux pays.

EN BREF

AGIR POUR L'AVENIR

- 3 pays pilotes : Burkina Faso, Sénégal, Togo
- 1 guide méthodologique générique d'analyse diagnostique des stratégies et politiques en matière de ressources éducatives
- 3 rapports d'analyse diagnostique et un rapport synthèse de l'analyse des stratégies et politiques en matière de ressources éducatives
- 1 projet de feuille de route régionale pour l'amélioration de l'efficacité des stratégies et politiques en matière de ressources éducatives

PRODUIRE POUR APPRENDRE

- 1 grille d'évaluation indépendante de la qualité coconstruite avec les pays pour l'évaluation indépendante de la qualité des manuels de 6 pays au programme pour le primaire et le premier cycle du secondaire (Burundi, Niger, Sénégal, Togo, Bénin, Madagascar)
- 1 rapport d'état des lieux des ressources éducatives dans les pays cibles du projet
- 1 proposition d'un profil de ressources éducatives pour soutenir l'élaboration des ressources éducatives numériques et le développement de base de données documentaires
- 1 structure type d'une base de données documentaire
- 1 inventaire des professionnel-le-s documentaires
- 1 évaluation des capacités des ministères à héberger une base de données documentaire
- 1 plateforme d'expert-e-s sur la thématique des ressources éducatives

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT FRANÇAIS 2020-2022

Avec l'objectif de faire du livre de jeunesse le compagnon des apprentissages, l'Institut français a défini 3 axes d'intervention pour la composante

LIRE POUR APPRENDRE

- Stimuler le développement de politiques publiques en faveur du livre et de la lecture à travers la conduite d'actions de plaidoyer ;
- Renforcer les capacités des acteur·rice·s de la chaîne du livre en accompagnant la structuration de la filière au niveau local ;
- Mettre en place des actions de sensibilisation et de médiation permettant de faire évoluer la perception et l'usage du livre.

Le projet a débuté en mars 2020, avec la conduite de 6 études diagnostiques sur les liens entre littérature de jeunesse, médiation et éducation au Bénin, au Burkina Faso, en Guinée, à Madagascar, au Mali et au Sénégal. Ces états des lieux nationaux ont permis d'identifier 3 pays pilotes au sein desquels les pouvoirs publics et les professionnel·le·s de la chaîne du livre de jeunesse étaient particulièrement dynamiques et impliqué·e·s et où l'effet levier induit par le projet pourrait avoir un impact significatif. Les Institut français du Bénin, de Guinée et de Madagascar ont ensuite pris le relai, pour élaborer et conduire des plans d'actions nationaux en lien avec des comités multi-acteur·rice·s mis en place au sein des 3 pays pilotes.

Pendant ces 18 mois, un important travail de plaidoyer a été conduit en faveur de la littérature de jeunesse. Des ateliers de plaidoyer ont été organisés dans les 6 pays, réunissant cadres des ministères de la Culture et de l'Éducation, responsables d'association de médiation, bibliothécaires, enseignant·e·s et professionnel·le·s de la chaîne du livre, auteur·rice·s, éditeur·rice·s, libraires...

Ces dialogues multi-acteur·rice·s ont également été favorisés à une échelle régionale par plusieurs temps forts (*le Salon du livre jeunesse* de Conakry, *les Rencontres internationales du livre francophone* du Rwanda...) mais aussi à l'échelle de la Francophonie avec une participation importante de ressortissant·e·s des pays ciblés par le projet aux *États généraux du livre en langue française dans le monde* organisés à Tunis en septembre 2021.

Plusieurs initiatives pilotes ont pu être soutenues lors de cette première phase comme la production de spots télévisuels sur l'accès au livre au Burkina Faso, l'organisation de formations à destination des professionnel·le·s de la chaîne du livre et des médiateur·rice·s, enseignant·e·s et bibliothécaires, l'appui au développement de livres, notamment bilingues, leur édition en livre audio et en format numérique...

Ces initiatives, le travail conduit à l'échelle des pays pilotes, la production d'une stratégie de professionnalisation des acteur·rice·s de la chaîne du livre et d'une étude sur les actions de médiation à favoriser ont permis d'identifier les priorités et principales modalités d'actions pour la suite du projet et son déploiement à l'échelle de 16 pays.

EN BREF

LIRE POUR APPRENDRE

- 3 pays pilotes : Bénin, Guinée et Madagascar
- 6 études diagnostiques sur les liens entre littérature de jeunesse et éducation au Bénin, au Burkina Faso, en Guinée, à Madagascar, au Mali et au Sénégal
- 6 ateliers de plaidoyer ayant rassemblé plus de 200 participant·e·s
- 5 projets soutenus au Burkina Faso, au Sénégal et au Mali
- 1 stratégie régionale de professionnalisation des acteur·rice·s de la chaîne du livre
- 1 étude sur les actions de médiation à privilégier à l'échelle régionale
- 250 participant·e·s aux *États généraux du livre en langue française* (EGLLF)

Bénin

- 1 étude sur l'élaboration d'un modèle économique pour la chaîne du livre
- 10 albums de bande dessinée jeunesse publiés
- 60 acteur·rice·s de la chaîne du livre bénéficiaires de formation
- 130 enseignant·e·s et membres d'association de promotion de la lecture formé·e·s
- 6 pays mobilisés pour l'organisation des *Rencontres internationales de la BD*
- 4 500 élèves participant·e·s au Salon du LICA

Guinée

- 1 décret officialisant l'implication des ministères de la Culture et de l'Éducation dans le projet
- 75 acteur·rice·s de la chaîne du livre bénéficiaires de formation
- 6 albums documentaires jeunesse réalisés
- 40 écoles pilotes accueillant des bibliomalles, 15 bibliothèques scolaires pilotes et 10 bibliothèques publiques pilotes
- 130 enseignant·e·s, bibliothécaires et médiateur·rice·s formé·e·s
- 10 000 élèves participant·e·s au concours de lecture « Je conte »

Madagascar

- 10 maisons d'édition accompagnées
- 11 nouveaux livres de jeunesse dont 5 livres audio diffusés à la radio et en ligne
- 240 enseignant·e·s et bibliothécaires formé·e·s
- 6 700 livres en malagasy, en français et bilingues distribués dans des écoles et bibliothèques
- 6 000 jeunes participant·e·s à des ateliers de lecture, slam et écriture
- 3 salons du livre organisés, ayant rassemblé 16 000 visiteur·euse·s

LES RENCONTRES AFRICAINES, UN MOMENTUM POUR RENFORCER LA COLLABORATION ET LA MUTUALISATION EN MATIÈRE DE RESSOURCES ÉDUCATIVES

Les *Rencontres africaines pour les ressources éducatives* constituent un moment clé dans la dynamique régionale impulsée par le projet Ressources éducatives. En s'appuyant sur les résultats de la première phase (2020-22), elles visent à renforcer la production, la diffusion, l'accès et l'utilisation de ressources éducatives de qualité tout en officialisant un passage à l'échelle du projet, en engageant un dialogue politique avec les acteur·rice·s de l'éducation et du livre des 16 pays bénéficiaires.

L'objectif global des *Rencontres africaines* est de renforcer la collaboration et la mutualisation en matière de ressources éducatives en soutenant la création d'une coalition d'acteur·rice·s engagé·e·s en faveur de l'amélioration des apprentissages, grâce à l'amélioration de l'accès aux ressources éducatives à l'échelle de 16 pays.

Il s'agit plus spécifiquement de remplir les objectifs suivants :

- Engager les pays et les acteur·rice·s à l'analyse des principaux repères sur l'efficacité des stratégies et politiques de production et de diffusion des ressources éducatives.
- Engager les pays et les acteur·rice·s à discuter de la qualité des ressources éducatives au programme dans les pays en tirant parti des évaluations indépendantes conduites dans 6 pays d'Afrique subsaharienne francophone.
- Engager la réflexion sur l'utilisation des ressources éducatives.
- Engager les discussions et pistes d'actions pour la promotion d'un environnement lettré et de la lecture plaisir au service des apprentissages.

Cet événement d'échanges autour de thématiques communes participe à mobiliser les acteurs publics et privés pour la suite du projet, à entendre et comprendre les problématiques de chacun, à nouer des liens et à repérer de futures collaborations. Il s'agit également d'un moment clé en termes de visibilité pour le projet Ressources éducatives, à la fois au niveau des invité·e·s, qui bénéficient d'une couverture médiatique certaine, mais aussi auprès du grand public. Enfin, les actes de la conférence sont attendus comme un produit de ces Rencontres.

LES THÉMATIQUES DES RENCONTRES

THÈME 1 : AMÉLIORER L'EFFICIENCE DES STRATÉGIES ET POLITIQUES DE PRODUCTION ET DIFFUSION DES RESSOURCES ÉDUCATIVES

Résoudre durablement et de manière efficace la disponibilité, l'accès et l'utilisation des ressources éducatives par les élèves et les établissements d'enseignement nécessite pour les pays de disposer de stratégies et de politiques structurées, cohérentes et efficaces. Ce qui permet d'inscrire la planification, la production, l'acquisition et la mise à disposition de ressources éducatives diversifiées et de qualité aux élèves, aux enseignant·e·s et aux écoles.

Les questions d'analyse et d'amélioration des stratégies et politiques en matière de ressources éducatives sont alors posées pour les pays d'Afrique subsaharienne francophone.

Les ateliers et panels organisés pour traiter la présente thématique s'articuleront autour de la problématique de l'analyse diagnostique des stratégies et politiques en matière de ressources éducatives et de la mise en œuvre d'une feuille de route régionale pour l'amélioration de l'efficacité des stratégies et politiques de production et de diffusion de ces ressources.

Les travaux permettront de présenter et d'échanger le guide méthodologique d'analyse diagnostique élaboré par le projet, les résultats et constats issus des analyses diagnostiques des trois pays pilotes et le projet de feuille de route pour l'amélioration de l'efficacité des stratégies et politiques en matière de ressources éducatives.

L'outil méthodologique d'analyse diagnostique propose une analyse autour de 7 dimensions: 1) les facteurs socio-économico-culturels nationaux pertinents, 2) l'accessibilité des manuels scolaires et des guides de l'enseignant, 3) la pertinence perçue des manuels scolaires, 4) la disponibilité et la pertinence des matériels didactiques, 5) la gestion des contenus, de l'édition et de la distribution des manuels scolaires, 6) l'intégration des ressources numériques dans l'éducation et 7) le coût et le financement des ressources éducatives.

L'analyse diagnostique des stratégies et politiques conduite auprès de trois pays pilotes présente des stratégies et des structures organisationnelles différentes pour l'acquisition et l'allocation des ressources éducatives aux élèves et écoles. Les choix stratégiques pour mettre à disposition les ressources éducatives, notamment les manuels, sont spécifiques à chacun des 3 pays, mais aucun n'a atteint le taux minimal exigé d'un manuel en lecture et mathématiques par élève pour les cycles d'éducation de base.

Les résultats d'analyse ainsi que les recommandations spécifiques émises par chacun des pays ont été présentés et validés à travers des ateliers pays. Ceci a été suivi d'un atelier régional regroupant l'ensemble des 3 pays pilotes pour la priorisation des recommandations, l'analyse de l'ensemble des recommandations et propositions en prenant en compte les problématiques d'accès aux ressources éducatives et les pratiques internationales pour identifier les principaux repères pour des actions structurantes. Ils ont été organisés sous la forme feuille de route stratégique pour le soutien à l'amélioration des stratégies et politiques en matière de ressources éducatives pour le projet.

THÈME 2 : ÉVALUER LA QUALITÉ DES RESSOURCES ÉDUCATIVES AU PROGRAMME DANS LES PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE

La problématique de la qualité des ressources éducatives étant en lien avec les besoins d'apprentissage, cette évaluation est une exigence pour l'amélioration continue de la qualité des ressources éducatives pour des apprentissages de qualité.

« L'accès équitable à des manuels et matériels pédagogiques de grande qualité apparaît comme une condition essentielle d'un apprentissage réussi tout au long de la vie. Pour progresser de manière sensible dans sa réalisation, il importe d'accorder une attention égale aux trois principes étroitement liés que sont l'accès, la qualité et l'efficacité. Des manuels et ressources didactiques de grande qualité et pertinents seront de peu d'utilité s'ils ne sont pas entre les mains des apprenants. Même de bonne qualité du point de vue de l'acquisition des connaissances, ces matériels risquent fort d'être remis en question s'ils ne répondent pas aux besoins réels des apprenants, considérés individuellement, en tant que citoyens du monde, à l'échelle locale ou collective »¹.

Le concept d'éducation de qualité « désigne généralement un processus qui permet à l'apprenant d'acquérir les compétences techniques qui lui sont nécessaires dans le monde du travail, pour s'adapter à l'évolution du mode de vie et pour assumer des responsabilités plus complexes » (ibid.).

Le Cadre d'action de Dakar (2000) a noté que, pour pouvoir dispenser un enseignement de qualité, « les établissements d'enseignement et les programmes [...] doivent disposer de ressources appropriées réparties de façon équitable, l'essentiel étant de disposer [...] (entre autres) de livres, d'autres matériels pédagogiques et de technologies adaptées, d'un coût raisonnable et accessible à tous les apprenants ».

L'évaluation de la qualité des manuels scolaires a été réalisée au Bénin, au Burundi, à Madagascar, au Niger, au Sénégal et au Togo en partenariat avec la CONFEMEN. Une grille d'évaluation indépendante a été coconstruite et validée avec les pays, et cible trois dimensions principales d'évaluation : 1) éditoriale, technique et ancrage socio-culturel des manuels scolaires, 2) pédagogique et 3) didactique.

L'évaluation de qualité a porté sur des disciplines clés au primaire et premier cycle du secondaire général : français, mathématiques, sciences de la vie et de la terre (SVT) et physique-chimie.

Un des axes principaux de réflexion pour cette thématique est d'améliorer les mécanismes de partenariats et de coordination pour la qualité des ressources éducatives et la production de ressources éducatives mutualisables au niveau régional.

¹. Manuels scolaires et ressources didactiques : cadre d'élaboration des politiques - UNESCO Bibliothèque Numérique

En effet, avec un public d'apprenant-e-s diversifié-e-s aux besoins tout aussi diversifiés, aucun État pris isolément ne peut satisfaire à lui seul les besoins en matériel didactique de tous ses acteurs. La mutualisation et la collaboration dans la production de ressources éducatives sont des leviers pour soutenir la diversité de ressources éducatives de qualité pour les apprenant-e-s dans la mesure où, pour les cycles d'éducation formelle, il semble y avoir une convergence des cadres d'orientation curriculaire pour l'approche par compétences. Les pays bénéficiaires de l'activité d'évaluation de la qualité des manuels au programme ont adopté la *Déclaration de Cotonou* appelant à l'évaluation de la qualité des ressources éducatives et la collaboration dans la production de ressources éducatives mutualisables.

Un échange sur les modalités selon lesquelles les États peuvent collaborer et se coordonner pour soutenir cette production doit se tenir.



THÈME 3 : MUTUALISER LES RESSOURCES ÉDUCATIVES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE : QUELS LEVIERS ET ACTIONS PRIORITAIRES ?

Réunir plusieurs pays de la région autour d'un atelier commun représente un moment privilégié de faire naître et de développer des bonnes pratiques en termes d'échanges et de coopération. Pour cette raison, la mutualisation des ressources éducatives est un des enjeux principaux à promouvoir auprès des acteur-ric-e-s de l'éducation présent-e-s. Il s'agit d'identifier les besoins communs en termes de ressources éducatives à mutualiser en priorité, de formuler des recommandations pour la définition de normes et standards pour la production et de discuter des mécanismes de mutualisation des ressources éducatives numériques et des possibilités d'interopérabilité des plateformes.

Le développement de bases de données documentaires, leur interopérabilité et le renforcement des capacités des ministères sont donc des questions centrales. Cette réflexion se fait sur des acquis. *La Déclaration de Paris* sur les ressources éducatives libres en 2012 avait, en effet, déjà mis en avant la nécessité pour les parties prenantes de développer des politiques de ressources éducatives en ligne au niveau national et de mettre en œuvre un référentiel de compétences en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les enseignant-e-s. Les recommandations de l'UNESCO sur les ressources éducatives libres ont été adoptées par l'Assemblée générale en 2019 et promeuvent leur utilisation pour une éducation de qualité. Le projet de la *Déclaration de Cotonou* montre bien que les États bénéficiaires du projet Ressources éducatives sont enclins et disponibles à une démarche de coopération et de mutualisation.

L'accélération de la transformation numérique de l'éducation soutenue par le développement et le déploiement de plateformes d'enseignement en ligne et/ou à distance, et de bases de données documentaires pour renforcer l'accès des apprenant-e-s aux ressources éducatives numériques, pointent la nécessité grandissante d'agir dans le sens d'une éducation de plus en plus adaptée aux nouveaux usages et modes d'information et de communication et de soutenir une éducation ouverte. Renforcer les échanges et la mutualisation des ressources éducatives, notamment numériques, entre les pays nécessite le soutien à l'interopérabilité des bases de données pour soutenir les échanges. Pour ce faire, un travail d'analyse a été réalisé sur 8 pays par le projet, et a abouti à une identification d'un profil de ressources éducatives pour les pays d'Afrique subsaharienne, à la proposition d'une structure de base de données type aux pays, à l'appui au déploiement ou à l'amélioration de leur base de données documentaires et à la proposition d'un portail d'indexation régional pour renforcer la mutualisation des ressources éducatives.

Les points suivants doivent être discutés : la structure de métadonnées et le profil de ressources éducatives, la structure type, le développement et le déploiement des bases de données documentaires par les pays et un portail d'indexation régional pour renforcer la mutualisation des ressources éducatives numériques.

Il s'agit aussi de repérer et promouvoir au niveau régional les ressources éducatives nationales en renforçant et en encourageant la coopération entre États et les initiatives portées par différents acteurs pour soutenir les efforts des pays. De nombreux acteur-riche-s et structures associatives sont par exemple actifs dans la production de ressources éducatives libres. Une fois ce constat fait, la capitalisation des productions existantes ou des productions réalisées par ces structures constitue une solution viable.

En la matière, plusieurs points restent à discuter : la modalité selon laquelle les pays peuvent renforcer la collaboration et la coopération pour disposer de plus de ressources éducatives, les moyens d'identifier et promouvoir les acteur-riche-s en matière de ressources éducatives numériques pour les amener à collaborer avec les pays, et la place du cahier des charges pour inciter et soutenir cette collaboration.

THÈME 4 : RENFORCER L'UTILISATION DES RESSOURCES ÉDUCATIVES PAR LES ÉLÈVES ET LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE

Les *Rencontres africaines* sont aussi l'occasion d'engager une réflexion sur l'utilisation des ressources éducatives. Pour avoir une vue plus complète de la question, il convient d'en examiner toutes les dimensions. Parmi celles-ci, l'utilisation des ressources éducatives par les différent-e-s usager-e-s doit être examinée, aussi bien au niveau du facteur enseignant, de l'accès des élèves aux ressources éducatives que du droit d'auteur et des ressources éducatives libres.

Le facteur enseignant est le premier à prendre en compte pour aborder la question de l'utilisation des ressources éducatives, puisque les enseignant-e-s opèrent la médiation entre la ressource éducative et les élèves. Ils sont les plus à même d'agir dans le sens d'une utilisation innovante par les élèves et occupent un rôle clé pour une éducation de qualité. Or, plusieurs carences sont ressorties des études diagnostiques pilotes dans ce domaine. D'abord, les ressources didactiques et pédagogiques sont insuffisantes et les enseignant-e-s n'ont donc pas la possibilité de s'appuyer sur des supports tiers pour les accompagner dans leur enseignement. Ensuite, un déficit de maîtrise des enseignant-e-s dans leur utilisation des ressources disponibles a été relevé, ce qui ne leur permet pas d'en faire une utilisation optimale et innovante. Sur cette base, il convient de discuter de leur rôle dans l'utilisation innovante des ressources éducatives par les élèves et de la question des moyens de soutenir leur formation initiale et continue à l'utilisation de ces ressources.

L'accès des élèves aux ressources éducatives numériques est également un axe central à aborder, notamment en explorant les solutions *off-line* comme soutien aux populations des zones défavorisées. En effet, l'éducation a connu un certain nombre d'évolutions à mesure que le numérique s'est installé et imposé dans la vie des personnes dans le monde entier. La pandémie de Covid-19 n'a fait qu'accentuer la nécessité d'accompagner la transformation digitale des systèmes éducatifs et de participer à la conception,



production et diffusion de ressources éducatives numériques. Or dans les pays d'Afrique subsaharienne francophone, le recours au numérique pose de nombreux problèmes. La fracture numérique, c'est-à-dire les inégalités d'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment en raison du manque de couverture réseau Internet et/ou d'un déficit d'équipement, est une réalité pour des millions d'africain-e-s. Ceci explique la faible intégration des technologies de l'information et de la communication dans les pratiques de l'enseignement (TICE). Développer des ressources numériques sans prendre en compte ces situations présente un fort risque d'amplifier les inégalités d'accès. Les solutions *off-line*, supports hors-ligne qui ne nécessitent pas une connexion Internet sont la piste la plus prometteuse pour allier impératif de production numérique et prise en compte des disparités. Il convient alors, à l'occasion de ce forum régional, d'explorer plus en détails les solutions viables pour soutenir l'accès des établissements scolaires et des élèves, notamment ceux des zones défavorisées, aux ressources éducatives numériques et de présenter une solution *off-line* qui peut faire office de modèle.

Enfin, la réflexion ne pourrait être complète sans aborder la thématique des ressources éducatives libres pour le renforcement de la diversification. En effet, les ressources éducatives libres sont une des clés du renforcement de l'accès à l'école et à l'apprentissage, comme le montre une recommandation de l'UNESCO à ce sujet. Appuyer l'intégration de la dimension de la production et du développement des ressources éducatives libres dans les stratégies et politiques des pays en matière de ressources éducatives est désormais une urgence. Un projet de guide pratique de l'intégration des ressources éducatives libres dans les stratégies et politiques des pays d'Afrique subsaharienne francophone fait l'objet des discussions.

THÈME 5 : AMÉLIORER LA QUALITÉ, LA DIVERSITÉ ET LA DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES ÉDUCATIVES POUR LES ÉLÈVES PAR LE RENFORCEMENT DES INTERACTIONS ENTRE ACTEURS PUBLICS ET ACTEURS PRIVÉS

Face aux défis de l'exigence de qualité des ressources éducatives, de la diversité d'approche pédagogique, de l'accessibilité et de l'utilisation effective par les élèves, ces *Rencontres* seront un moment privilégié pour questionner les rapports entre les acteurs publics de l'éducation et de la culture et les acteurs privés, professionnels de la chaîne du livre dans leur ensemble.

Les relations entre acteurs publics, ministères et institutions de l'éducation et de la culture, et privés, éditeurs et libraires notamment, sont centrales pour le développement de ressources éducatives de qualité, en quantité suffisante et correctement distribuées sur le territoire pour parvenir aux mains des élèves. Selon la nature de celles-ci, et plus

particulièrement au niveau de la production, la diffusion ou la distribution des manuels scolaires, l'ensemble de la chaîne du livre est concerné.

Les stratégies de production des manuels scolaires sont très différentes selon les pays. Un premier panel présente un panorama des systèmes existants. Édition d'État, appels d'offres internationaux pour la création de manuels sur la base d'un programme, appels d'offres pour l'impression et la distribution de manuels élaborés par les pouvoirs publics, liste de manuels agréés, édition scolaire libre sur la base de programmes publiés par les pouvoirs publics, etc. Les différentes modalités sont présentées par des représentant-e-s de pays les ayant respectivement adoptées qui en examineront les principaux avantages ou limites.

Quelle que soit la stratégie adoptée, l'édition, l'impression ou la diffusion des manuels scolaires sont majoritairement portées par le secteur privé, souvent en dehors des acteur-ric-e-s locaux de la chaîne du livre. Un deuxième panel permet de débattre de leur rôle et de leur place dans l'amélioration de la qualité et l'accessibilité des manuels scolaires et sur les modalités de leur intégration aux stratégies nationales.

Il convient d'examiner également la prise en compte du numérique par le secteur de l'édition scolaire, pour une meilleure adéquation pédagogique et un élargissement de l'accès aux ressources, dans une perspective de renforcement des capacités des éditeurs, notamment en termes de normes et standards de l'édition numérique en Afrique.

Un troisième panel permet d'aborder plus largement le rôle et la place du secteur scolaire pour le développement d'un secteur dynamique du livre dans son ensemble. La mobilisation des acteur-ric-e-s locaux dans la production et la distribution des manuels scolaires permet, par son niveau d'exigence, les volumes concernés et la proximité avec les familles, de renforcer l'expertise des acteur-ric-e-s, développer la qualité des ouvrages et contribuer à la structuration de la chaîne du livre. L'intégration des acteur-ric-e-s locaux permet d'augmenter l'offre de livre dans son ensemble et notamment de littérature de jeunesse, support des apprentissages.



THÈME 6 : RENFORCER LE RÔLE DE LA LITTÉRATURE DE JEUNESSE ET DE LA LECTURE PLAISIR COMME COMPOSANTE ESSENTIELLE DES APPRENTISSAGES

Les bénéfices de la littérature de jeunesse pour les apprentissages sont multiples et les acteur·rice·s mobilisé·e·s dans le cadre de la première phase du projet ont été sensibilisé·e·s à ces enjeux à de nombreuses reprises. L'engagement des acteurs publics et privés doit être poursuivi pour assurer à la littérature de jeunesse un développement et une promotion à la hauteur des enjeux.

Un premier panel permet d'échanger sur la chaîne de responsabilité entre les acteurs publics et privés favorables au développement de l'écosystème du livre. Il s'agit ici d'aborder des enjeux comme la production de littérature de jeunesse adaptée, son accessibilité et les stratégies de médiation. Le rôle et la place des bibliothèques, essentiels pour permettre au livre d'arriver dans les mains des enfants, seront débattus à travers les enjeux liés à commande publique, au renforcement du lien entre les acteurs culturels et éducatifs et à l'offre de formation en médiation.

Un atelier est ensuite consacré aux stratégies de sensibilisation à l'importance de la littérature de jeunesse pour les apprentissages. Une séquence de remue-méninge est proposée en préparation d'une campagne de promotion de la littérature de jeunesse qui sera imaginée et déployée dans la deuxième phase du projet. Les *Rencontres* permettent d'identifier les messages clés à promouvoir pour donner envie aux enfants de lire et convaincre les parents de cette nécessité.



MARDI 14 JUIN

8h30-9h00	Accueil des participant-e-s	
9h00-10h00	Salle Keur Damel [Plénière] Ouverture Mot de bienvenue Allocution AFD Allocution UNESCO Dakar Allocution Institut français Allocution ministre de l'Éducation nationale du Sénégal	
10h00-10h30	Présentation du projet et des réalisations de la phase 1 par l'UNESCO et l'Institut français	
10h30-11h00	Pause-café [point de presse]	
11h00-12h30	Salle Keur Damel THÈME I : Améliorer l'efficacité des stratégies et politiques de production et diffusion des ressources éducatives [ATELIER] Présentation d'une méthodologie d'analyse diagnostique de la chaîne des ressources éducatives MODÉRATRICE : <i>Nafissatou Gassama,</i> <i>Coordonnatrice du projet du ministère de l'Éducation pour le développement du téléenseignement (PROMET),</i> <i>Sénégal</i> [PANEL] Analyse diagnostique de la chaîne des ressources éducatives réalisée dans trois pays pilotes (Burkina Faso, Sénégal et Togo) : Défis et pratiques prometteuses MODÉRATRICE : <i>Nafissatou Gassama,</i> <i>Coordonnatrice du projet du ministère de l'Éducation pour le développement du téléenseignement (PROMET),</i> <i>Sénégal</i>	Salle Signara THÈME II : Évaluer la qualité des ressources éducatives au programme dans les pays d'Afrique subsaharienne francophone [PANEL] Analyse de la qualité des ressources éducatives : une exigence pour le renforcement de la qualité des apprentissages MODÉRATRICE : <i>Afsata Paré-Kaboré,</i> <i>Professeure titulaire des universités en sciences de l'éducation à l'Université Norbert Zongo, Burkina Faso</i> [ATELIER] Évaluation dans les disciplines clés de la qualité des manuels au programme scolaire dans 6 pays d'Afrique francophone subsaharienne (Madagascar, Togo, Sénégal, Burundi, Bénin, Niger) : leçons apprises et perspectives MODÉRATRICE : <i>Afsata Paré-Kaboré,</i> <i>Professeure titulaire des universités en sciences de l'éducation à l'Université Norbert Zongo, Burkina Faso</i>
12h30-14h00	Pause-déjeuner	

14h00-15h30	THÈME I suite. [PANEL] Principaux repères pour des actions structurantes pour l'amélioration des stratégies et politiques de production et diffusion des ressources éducatives MODÉRATEUR : <i>François Compaoré,</i> <i>Directeur général de la Recherche en éducation, Burkina Faso</i>	THÈME II suite. [PANEL] Améliorer les mécanismes de partenariats et de coordination pour la qualité des ressources éducatives : produire des ressources éducatives mutualisables au niveau régional MODÉRATEUR : <i>Alain Dossou Hounleyi,</i> <i>Secrétaire général du ministère de l'Éducation du Bénin</i>
15h30-16h00	Pause-café	
16h00-17h00	Salle Keur Damel [Plénière] Restitution des thèmes I et II MODÉRATEUR : <i>Guillaume Husson,</i> <i>Chef du secteur de l'Éducation, Bureau Régional Multisectoriel pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel) de l'Unesco à Dakar</i>	
17h30	Cocktail	



MERCREDI 15 JUIN

9h00-10h30	<p>Salle Keur Damel</p> <p>THÈME III : Mutualiser les ressources éducatives en Afrique subsaharienne francophone : quels leviers et actions prioritaires ?</p> <p>[PANEL] Quels normes et standards de production et de diffusion de ressources éducatives numériques pour les pays d'Afrique francophone subsaharienne ?</p> <p>MODÉRATRICE : <i>Perrine de Coëtlogon,</i> <i>Experte, membre du board d'Open Education Global, France</i></p> <p>[ATELIER] Le développement de bases de données documentaires : l'interopérabilité des bases de données et le renforcement des capacités des ministères</p> <p>MODÉRATEUR : <i>Jacques Dang,</i> <i>Responsable des Relations internationales à l'Université numérique de France</i></p>	<p>Salle Signara</p> <p>THÈME VI : Renforcer le rôle de la littérature de jeunesse et de la lecture plaisir comme composante essentielle des apprentissages</p> <p>[PANEL] Chaîne de responsabilités entre les acteurs publics et privés pour améliorer la production, l'accessibilité et la médiation autour du livre de jeunesse</p> <p>MODÉRATRICE : <i>Mariane Cosserat,</i> <i>Responsable du pôle Livre et Édition, Institut français</i></p>
10h30-11h00	Pause-café	
11h00-12h30	<p>[PANEL] Repérer et promouvoir au niveau régional les ressources éducatives produites par différents acteurs : renforcement de la coopération</p> <p>MODÉRATEUR : <i>Boubacar Niane,</i> <i>Professeur titulaire des Universités, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar</i></p>	<p>[ATELIER] Comment convaincre des bienfaits de la littérature de jeunesse pour les apprentissages ? – Préparation d'une campagne de sensibilisation à la littérature de jeunesse</p> <p>MODÉRATRICE : <i>Mariane Cosserat,</i> <i>Responsable du pôle Livre et Édition, Institut français</i></p>
12h30-14h00	Pause-déjeuner	

14h00-15h30	<p>Salle Keur Damel</p> <p>THÈME IV : Renforcer l'utilisation des ressources éducatives par les élèves et les établissements scolaires en Afrique subsaharienne francophone</p> <p>[PANEL] Le facteur enseignant : la formation des enseignants pour une utilisation innovante des ressources éducatives par les élèves</p> <p>MODÉRATEUR : <i>Mahamat Seid Farah,</i> <i>Secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale du Tchad</i></p> <p>[PANEL] L'accès des élèves aux ressources éducatives numériques : les plateformes de ressources éducatives en ligne et solutions off-line comme soutien aux élèves des zones défavorisées</p> <p>MODÉRATEUR : <i>Mokhtar Ben Henda,</i> <i>Maître de conférence HDR, Sciences de l'Information et de la Communication, Université Bordeaux Montaigne, France</i></p>	<p>Salle Signara</p> <p>THÈME V : Améliorer la qualité, la diversité et la disponibilité des ressources éducatives pour les élèves par le renforcement des interactions entre acteurs publics et acteurs privés</p> <p>[PANEL] Panorama des différents systèmes de production, de diffusion et de distribution des livres scolaires et de leurs principaux avantages ou limites</p> <p>MODÉRATRICE : <i>Sylvie Marcé,</i> <i>Commissaire générale des États généraux du livre en langue française dans le monde</i></p> <p>[PANEL] Rôle et place des acteurs privés dans l'amélioration de la qualité et l'accessibilité des ressources pédagogiques</p> <p>MODÉRATRICE : <i>Sylvie Marcé,</i> <i>Commissaire générale des États généraux du livre en langue française dans le monde</i></p>
15h30-16h00	Pause-café	
16h00-17h30	<p>[PANEL] Les ressources éducatives libres pour le renforcement de la diversification des ressources éducatives</p> <p>MODÉRATRICE : <i>Mona Laroussi,</i> <i>Directrice de l'Institut de la Francophonie pour l'éducation (IFEF)</i></p>	<p>[PANEL] Rôle et place du secteur scolaire dans le développement d'un secteur dynamique du livre dans son ensemble</p> <p>MODÉRATRICE : <i>Sylvie Marcé,</i> <i>Commissaire générale des États généraux du livre en langue française dans le monde</i></p>

JEUDI 16 JUIN

9h00-10h30	[HUIT CLOS] Table-ronde des décideurs politiques « les ressources éducatives en Afrique » <i>Seules les personnes concernées sont priées d'assister à la table-ronde. Les discussions seront restituées dans la plénière synthèse et recommandations</i>
10h30-11h00	Pause-café
Clôture des travaux	
11h00-12h00	Salle Keur Damel [PLÉNIÈRE] Synthèse et recommandations. Retour sur la table-ronde des décideurs politiques <i>Échange avec le public</i>
12h00-12h30	[PLÉNIÈRE] Perspectives de la phase 2 du projet Ressources éducatives <i>Présentation des appels à manifestation d'intérêt</i>
12h30-12h45	[PLÉNIÈRE] Mots des partenaires
13h30-14h00	[PLÉNIÈRE] Allocution UNESCO Dakar Allocution de clôture du ministre de l'Éducation nationale du Sénégal
14h00-15h00	Cocktail déjeunatoire

**PARTENAIRES**

L'UNESCO et l'Institut français tiennent à remercier leur partenaire financier, l'Agence française de développement (AFD).

Dans la mise en œuvre du projet Ressources éducatives de nombreux partenariats ont été développés avec différentes structures qui peuvent être associées à la mise en œuvre et au partage de connaissances :

Ministères des pays cibles

- Ministères en charge de l'Éducation nationale
- Ministères de la Culture

Partenaires institutionnels

- Agence universitaire de la Francophonie (AUF)
- Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN)
- Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IFEF)
- Association pour le développement de l'Éducation en Afrique (ADEA)
- Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Associations des professionnel·le·s de la chaîne du livre nationales et internationales

CE QUE DISENT LES ACTEUR·RICE·S DU PROJET



Il faut intégrer dans ces ressources toutes les notions que l'on veut retrouver chez nos jeunes : égalité femme-homme, entrepreneuriat, civisme, vivre-ensemble. »

Mona LAROUSSE,
Directrice de l'IFEF



Ce diagnostic nous permet d'améliorer les enseignements-apprentissages et permet aussi au PROMET d'organiser le système de production des ressources éducatives. »

Nafissatou GASSAMA,
Point focal du projet Ressources éducatives et coordinatrice du PROMET



La disponibilité de ressources éducatives, aux côtés d'écoles sûres et protectrices et d'enseignants qualifiés et motivés, est l'une des conditions indispensables pour accompagner les processus d'apprentissage. »

Elsa DURET,
Responsable équipe projet, division éducation, formation, emploi à l'AFD



L'AUF travaille, non seulement sur ces questions des ressources éducatives, mais promeut aussi la recherche sur ces questions de pédagogie, d'éducation à l'échelle de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et bien au-delà. »

Ouidad TEBBAA,
Directrice de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) pour l'Afrique de l'Ouest



Le projet Ressources éducatives permet de renforcer nos différentes actions dans la recherche et la production des ressources éducatives, et l'orientation vers les ressources numériques [...]. Il permet un cadre d'échanges entre différents pays pour que les bonnes pratiques soient mutualisées. »

Gbokpa Komi DOMETO,
Responsable en charge de la production, l'acquisition et la diffusion des moyens didactiques et pédagogiques



À l'heure actuelle, aucun dispositif viable de formation continue n'existe pour les acteurs du secteur privé des métiers du livre dans la majorité des pays. Cet environnement est un frein à la production de livres de jeunesse de qualité, en quantité suffisante, et adaptés aux besoins des jeunes lecteurs. Une véritable stratégie de renforcement des capacités doit donc être envisagée, en vue d'outiller les acteurs pour une approche plus professionnelle dans leur pratique quotidienne. »

Aliou SOW,
Étude sur une stratégie de professionnalisation des acteurs de la filière du livre de jeunesse en Afrique subsaharienne francophone, 2022



Les défis sont encore nombreux et la route est sinueuse pour atteindre les objectifs, mais nous les atteindrons ensemble ! »

Felamboangy RATSIMISETA,
Secrétaire général du ministère de l'Éducation de Madagascar



Notre plus grande difficulté est de pouvoir mettre suffisamment tôt les livres à la disposition des classes pour que les enfants les lisent avant de venir rencontrer les auteurs. Nous souhaitons longue vie au projet Ressources éducatives, et souhaitons qu'il puisse nous aider à régler ce problème, et aller plus loin : que chaque enfant qui participe à la Biennale ait lu au moins un livre de l'auteur qu'il va rencontrer. »

Safiatou FAURE,
Organisatrice de la Biennale des Littératures Francophones d'Afrique Noire à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso

CONTRIBUEZ AU PROJET VIA LE RÉSEAU D'EXPERT·E·S DES RESSOURCES ÉDUCATIVES

Dans le cadre du projet, la plateforme du réseau d'expert·e·s des ressources éducatives a été conçue pour vous. Elle est un outil de mise en relation et de mutualisation destiné aux professionnel·le·s spécialistes de l'éducation et du livre. Elle propose un répertoire d'expert·e·s, des ressources méthodologiques et thématiques, des témoignages et des partages d'expériences et d'initiatives conduites sur le terrain.

L'objectif de la plateforme est de proposer un espace aux expert·e·s pour se faire connaître et pour découvrir de nouveaux outils et pratiques dans le domaine des ressources éducatives. Cet outil permet également aux décideur·euse·s politiques, acteur·rice·s de la coopération, bailleurs ou privés, d'identifier des expert·e·s pouvant répondre à leurs besoins en formation, étude, conseil ou collaboration. De façon plus globale, la plateforme vise à valoriser l'expertise dans le domaine des ressources éducatives, à la promouvoir et à participer à une émulation dans ce domaine de recherche. Interactif et collaboratif, ce réseau dépend de la contribution de ses participant·e·s, à qui il revient de le faire vivre et d'en faire un outil de référence dans le domaine.

Si vous êtes éditeur·rice·s scolaires et jeunesse, spécialistes en ressources éducatives numériques, formateur·rice·s en médiation, pédagogues, chercheur·euse·s, vous êtes concerné·e·s. Vous pouvez dès maintenant participer à agrandir et promouvoir le réseau en vous inscrivant ici :

www.ressources-educatives.org

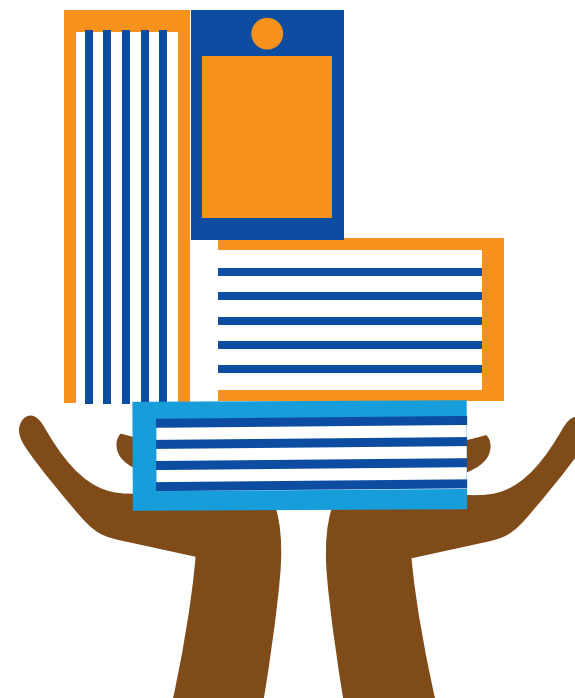


SUIVEZ LA CAMPAGNE DE COMMUNICATION SUR LES BIENFAITS DE LA LECTURE

Lors de la phase 2 du projet Ressources éducatives, une campagne de communication grand public sur les bienfaits de la lecture sera mise en œuvre dans plusieurs pays du projet. Cette campagne aura pour objectif d'améliorer la connaissance des bienfaits de la lecture pour les apprentissages, la réussite scolaire et le futur professionnel des jeunes.

Elle veillera également à renouveler l'image du livre, souvent perçu comme un bien inaccessible et faire connaître les occasions de rencontre avec le livre (papier et numérique).

Créée et mise en œuvre par une agence de communication panafricaine, cette campagne sera diffusée via les supports médias traditionnels, des opérations hors-médias, des « ambassadeurs du livre » avec un univers graphique identifiable et potentiellement commun à plusieurs pays du projet.



A series of horizontal dotted lines for writing, consisting of 18 lines.

RESSOURCES éducatives



ressources.educatives@unesco.org
fr.unesco.org/fieldoffice/dakar/ressources-educatives
www.pro.institutfrancais.com/fr/offre/ressources-educatives
<https://promet.education.sn/>
<https://www.education.sn/>